Première Année — N 9 LE NUMÉRO : 5 CENTIMES Vendredi 10 Mai 1895

BUREAU DU JOURNAL
ROUBAIX :
93, Grande-Rue, 93
TOURCOING :
Rue Désurmont, 12

L'ÉGALITÉ DE ROUBAIX-TOURCOING

ABONNEMENTS :
Nord et Départements Limitrophes :
Trois mois 4 50
Six mois 9 00
Un an 18 00

L'ÉGALITÉ

publie tous les jours, indépendamment des articles ou études de sa rédaction permanente, un article politique ou économique de ses collaborateurs :

Jules GUESDE.	Emile MOREAU.
Jean JAURÈS.	DUC-QUERCY.
A. MILLERAND.	ZEVAÈS.
BASLY.	Octave MOULIN.
DEFONTAINE.	Ed. DELESALLE.
P. LAFARGUE.	Max ALBERT.

LÉGITIME DÉFENSE

Il est des crimes excusables; il en est même que nos « justes lois » considèrent comme pleinement justifiées et absolvent d'avance.

C'est ainsi que, aux termes de l'article 328 du code de 1810 qui nous régit encore, « il n'y a ni crime, ni délit, lorsque l'homicide, les blessures ou les coups sont commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui. »

Chaque citoyen a donc le droit absolu de défendre par tous les moyens en son pouvoir — même par le meurtre — sa propre existence et celles qui lui sont chères, s'il les voit menacées par un danger imminent. Bien plus, le droit de légitime défensive nous permet de tuer impunément non seulement pour défendre notre vie, mais encore pour sauvegarder la plus insignifiante des propriétés.

C'est en vertu de ce droit qu'un pauvre diable de sourd-muet put être assassiné légalement par le garde Pestre, pour avoir ramassé quelques branches mortes, dans le bois de Meudon.

Mais lorsqu'un malheureux, privé de travail, a épuisé ses dernières ressources; lorsque, le ventre creux, il voit sa femme et ses petits se débattre sous l'inexorable étreinte de la faim; lorsqu'il sait que le danger est pressant, immédiat et qu'il ne peut attendre aucun secours efficace de la société égoïste qui le laissera périr sans regret ni remords, cet homme n'a pas le droit de se défendre.

Partout autour de lui les richesses sociales foisonnent; à chaque pas il voit étalées sous ses yeux une surabondance de denrées de toutes sortes dont la moindre parcelle suffirait à assouvir sa faim, à sauver ceux qu'il aime. Mais s'il avance la main pour prendre la plus modeste part du superflu des riches, malheur à lui! Le voilà criminel, car il a attenté à la « Propriété » : c'est un voleur! Pour lui les gendarmes, la prison, la honte d'une flétrissure publique; pour lui la misère et le désespoir à perpétuité, car toutes les portes se fermeront désormais devant le « repris de justice » et nul ne voudra donner du travail à l'homme dont l'« indélicatesse » et l'« improbité » ont été constatées par un jugement solennel.

Et cependant ce voleur, cet indélicat, cet improbe, qu'a-t-il fait, sinon se défendre contre la faim, l'horrible faim qui menaçait sa vie et celle des siens? Il a agi suivant l'instinct de la nature qui inspire à tout être vivant le sentiment de la conservation; il n'a pas pu se résoudre à mourir, résigné, au milieu de l'abondance générale. Et combien sa défense était plus légitime que celle de ce propriétaire qui, l'été dernier, tuait d'un coup de feu un pauvre enfant qui dérobait une pomme dans son jardin ou du garde de Meudon, assassinant un homme pour quelques brindilles de bois mort!...

Mais aux yeux de la morale bourgeoise, la vie des misérables n'est rien quand il s'agit de défendre le « grand principe » de la propriété.

« Qu'importe, disait Malthus, que les enfants pauvres deviennent la proie des chiens? Au banquet de la vie il n'y a pas de couvert mis pour eux... La justice et l'honneur nous imposent le devoir de désavouer le prétendu droit des pauvres à être secourus. »

Toute la morale usuelle tient dans ces quelques mots. Pour les heureux, pour les riches, pour les vainqueurs du « Struggle », son code est large et facile. Pas de devoirs, rien que des droits. Mais pour les malheureux, les pauvres, les vaincus, tous les devoirs, toutes les servitudes!

Quand la misère les accable, quand la faim les talonne, quand le désespoir les saisit après une existence de luttes vaines contre les iniquités capitalistes, la « Justice et « l'honneur » leur font un devoir de respecter la propriété des riches, d'être délicats et probes et de mourir sans se défendre « honnêtement ». Pour eux, les lois de l'honneur sont rigoureuses; ils ne peuvent employer dans la lutte sociale, que des armes soigneusement choisies de manière à ne blesser aucun privilège : le travail au profit du maître, la modestie dans les désirs, la résignation dans la misère et, par dessus tout, la probité, le respect absolu de la propriété. Mais contre eux, tout est permis : le surmenage, les salaires insuffisants, le renvoi brutal sans souci des services rendus, l'exploitation insatiable, le mépris des droits les plus élémentaires de l'humanité, tout cela est légitime pour le bourgeois, pour le patron qui a à son service, toujours, la Loi, la Religion et la Morale, ces trois personnes mystiques du Dieu capital.

C'est pourquoi Eugène Pottier a pu dire sans exagération :

Et leur bon Dieu vous tient les mains
Pendant qu'on fouille dans vos poches!

L'honnêteté est féroce, et la vanité d'une vie irréprochable porte parfois certains d'entre nous à se détourner avec mépris des malchanceux qui ne se sont pas laissé faire et ont tenté de se défendre, même par des moyens incorrects, avant de succomber dans la mêlée sociale. C'est une cruelle erreur et une injustice, car la plupart du temps, la « correction » dans les rapports sociaux n'est qu'une camisole de force, une entrave dont on affuble les vaincus pour les contraindre à se laisser tranquillement égorger.

Rien n'est aisé comme d'être correct quand on est riche, quand on est victorieux. Mais lorsqu'un misérable abandonné de tous se débat contre la misère et le désespoir, la légitime défense de sa vie menacée doit bien lui permettre de prendre notre « inflexible » morale pour ce qu'elle est en réalité : Une odieuse hypocrisie.

Octave MOULIN.

ON TRAVAILLE...

On travaille ferme au ministère de la guerre.

Il s'agit de substituer à la tunique actuelle des fantassins une vareuse ample, sans épaulette. Chaque année apporte avec elle une réforme dans l'habillement militaire.

L'année prochaine on s'occupera de remplacer la vareuse par la tunique.

Dans deux ans, la vareuse reviendra réglementaire. Ainsi de suite jusqu'à la consommation des siècles.

Ces graves réformes nécessitent des études suivies et profondes, et celles-ci ont le mérite d'occuper le temps des innombrables fonctionnaires qui, autrement n'auraient rien à faire.

Et puis, ça rend service aux fournisseurs. Enfin, l'argent des contribuables y trouve son emploi.

C'est merveilleux, et nous avons de grandes espérances patriotiques.

NOTRE POLITIQUE
EN EXTRÊME-ORIENT

On dit que du triomphe très relatif de la diplomatie européenne la Russie et l'Allemagne seule profiteront. Ce qu'il y a de certain, c'est que, en ce qui nous concerne nous aurions pu, sans inconvénient rester tranquillement chez nous et laisser aller les évènements.

Après, comme avant, la sécurité de nos possessions d'Extrême-orient demeure compromise.

Que le Japon s'établisse ou non à Port-Arthur, sa victoire n'en aura pas moins pour conséquence de pousser la Chine dans la voie des armements et de rendre, par suite, très précaire notre situation.

On ne voit donc pas très bien les avantages que nous avons retirés de notre intervention et on voit encore moins les raisons qui ont pu conseiller à notre gouvernement l'attitude qu'il a cru devoir prendre au risque de nous lancer dans une guerre.

Il est vrai que les Allemands peuvent faire à leur gouvernement la même observation. Quels sont, en effet, les intérêts de l'Allemagne en Extrême-Orient? Quel but a-t-elle bien pu poursuivre en s'engageant avec la Russie et nous dans cette aventure.

D'aucuns affirment qu'il s'agissait uniquement pour elle d'une nouvelle tentative de rapprochement.

Nos marins à Kiel, nos navires sillonnant avec les navires allemands les mers de Chine, tout cela contribue évidemment — du moins on le croit en Allemagne — à l'apaisement des esprits et à l'oubli.

Il est possible que l'empereur Guillaume ait eu cette pensée. En attendant, si nous voyons bien ce que nous donnons, nous ne distinguons pas bien ce qu'on nous donne en échange.

LA QUESTION DU JOUR

La loi sur les menées subversives

Depuis hier, le Reichstag discute en deuxième lecture, la loi sur les « menées subversives ». Le régime impérial et la Social Démocratie sont aux prises.

L'empereur, pour écraser le socialisme, se repose sur les bayonnettes de ses soldats et sur la bonne épée des Hohenzollern; la Sociale-Démocratie met en ligne ses deux millions d'électeurs. Duel acharné que terminera seule la mort de l'un des combattants.

Le projet de loi impérial est le plus abominablement réactionnaire qui se puisse imaginer. Il faudrait le citer tout entier, depuis l'article qui réprime sévèrement « ceux qui auront critiqué les choses militaires » jusqu'à l'article qui promet de nombreux mois de prison à « ceux qui auront attaqué la croyance en Dieu et au dogme de l'immortalité de l'âme. »

Car ce n'est point seulement le socialisme en tant que parti politique que l'empereur veut détruire : c'est, dans l'ordre religieux, la liberté de conscience, et dans l'ordre scientifique, le libre examen et la raison libre elle-même.

Cela est tellement insensé, tellement criminel, que l'Allemagne, l'obéissante et passive Allemagne, est soulevée d'un énorme mouvement protestataire.

Écrivains, savants, philosophes, professeurs, associations d'études, groupements ouvriers, tout ce qui, dans l'Empire, pense et vit, se révolte et s'indigne.

Au moment même où le projet revenait en discussion, les délégués de 61 conseils municipaux de grandes villes allemandes se sont réunis à Berlin, malgré les menaces du gouvernement, pour voter une énergique protestation qui sera déposée sur le bureau du Reichstag.

L'Empereur va passer outre. Le Reichstag lui obéira-t-il.

On ne sait. Qu'importe, après tout? L'épée des Hohenzollen a pu livrer de beaux combats, vaincre des nations puissantes, fonder un grand empire; elle est sans force contre l'Idée. L'empereur peut, s'il lui plait, décréter la foi religieuse obligatoire; il peut, s'il lui plait, mettre le socialisme hors la loi. Folie!

A ce jeu-là, Bismarck a cassé ses dents de lion. Après douze années de lois d'exception, la Sociale-Démocratie demeure maîtresse du champ de bataille; et le vieux Chancelier s'est retiré, vaincu par les savetiers socialistes.

Où Bismarck n'a pu passer, Guillaume ne passera point.

Il se fût montré sage, peut être, en n'oubliant point que les lois de réaction sont aussi des lois de Révolution!

MAX ALBERT.

LES CLOUS
de l'Exposition de 1900

LA RECONSTITUTION DU BOULEVARD DU TEMPLE

M. Bertrand, directeur de l'Opéra, a soumis au commissaire général de l'Exposition de 1900 le projet d'une reconstitution de l'ancien boulevard du Temple, avec le curieux ensemble de théâtres, de baraques, de cafés, de parades en plein vent, de lieux de plaisir de toutes sortes qui s'y pressèrent pendant un bon siècle jusqu'en 1862, époque à laquelle on perça le boulevard du prince Eugène, aujourd'hui boulevard Voltaire.

La reconstitution de M. Bertrand comprendrait le Cirque olympique : fondé par les frères Franconi sous l'Empire, le théâtre de la Gaîté, fondé au siècle dernier par le danseur Nicolet, sous le titre de « Théâtre des grands danseurs du roi », les Funambules où l'on connut, avec Deburau, les beaux jours de la pantomime, les Délassements-Comiques, enfin le théâtre Lazari.

On adjoindrait aux théâtres les figures de cire de Curtius, que tiendrait le musée Grévin, et la ménagerie Nicolet, dont l'exploitation serait confiée à Pezon.

Dans les théâtres, on jouerait le répertoire du temps.

On établirait, dans l'enceinte, une série de petits musées où l'histoire de tout ce qui se rattache à l'industrie du théâtre serait rappelée par tout un ensemble de costumes, de maquettes, de décors, de livres et d'estampes, d'instruments, de machines théâtrales, voire d'appareils d'éclairage.

Cette reconstitution serait placée sur les bords de la Seine, dans le voisinage de la tour Eiffel.

Le projet Tabarant

La commission d'organisation de l'Exposition de 1900 examine en ce moment un projet qui mérite à tous les points de vue d'attirer l'attention du public et de recevoir l'approbation administrative.

Ce projet a pour auteur notre ami Adolphe Tabarant, rédacteur de la *Petite République*, auteur de plusieurs études remarquables sur la Révolution.

Tabarant se propose tout simplement de reconstituer, en 1900, au Champ-de-Mars, à l'endroit même qu'elle occupait, telle qu'elle était et avec tous ses produits, la première de toutes nos expositions, celle de l'an VI (1798).

En 1900, il y aura un peu plus d'un siècle que s'édifiait, entre l'amphithéâtre du Champ-de-Mars et la Seine, un gracieux palais de soixante-huit arcades, s'étendant rectangulairement, à la façon d'un petit Palais-Royal, sur une surface qui n'était guère plus étendue que celle d'un panorama. Là, 104 exposants, sur 110 inscrits, étalèrent, durant les trois derniers jours complémentaires de l'an VI et jusqu'au 10 vendémiaire, « les produits de l'industrie française, » selon l'expression du petit catalogue que nous a montré Tabarant. C'est cette exposition minuscule qui, en 1900, revivra devant nous.

L'Exposition de l'an VI

Le 11 fructidor an VI, le ministre de l'intérieur, *François* de Neufchâteau, dont pour cela, peut-être, le nom mérite de passer à la postérité, invitait, par une lettre-circulaire, les industriels de Paris et des départements à venir accroître la fête de la Fédération de la République, en exposant au Champ de Mars, dans un local qui allait être aménagé, les produits de l'industrie française. Il y était dit que, dans cette exposition, la sécurité des personnes et de la propriété serait assurée; qu'un jury spécialement désigné examinerait les produits exposés et que des récompenses seraient décernées aux plus dignes. L'exposition devait ouvrir le troisième jour complémentaire (19 septembre 1798), c'est-à-dire trois semaines plus tard.

François de Neufchâteau fit si bien qu'en quinze jours, utilisant les ressources mises à sa disposition par le Directoire exécutif, — maigre budget puisque les nombreuses fêtes publiques de l'an VI ne causèrent que 264,020 fr. de dépenses, — l'architecte Verniquet (celui-là même auquel on doit l'admirable plan de Paris qui, aujourd'hui encore, fait l'étonnement des géomètres), aidé du célèbre Chalgrin, établissait le frêle et élégant palais que l'on propose de reconstituer aujourd'hui : une galerie de 60 mètres, large de 40, percé de 68 arcades, mais habillée et peinte dans le goût maniéré grec et romain qui caractérise le Directoire.

L'ensemble était très élégant. Sous les arcades, des boutiques d'architecture variée s'étendaient. Au milieu de l'enceinte s'élevait une construction dorique, ouverte de tous côtés, le « temple de l'industrie », où se dressait la statue de « cette divinité tutélaire », pour employer l'expression même de François de Neufchâteau. C'était petit, mais ce fut encore trop grand! Les industriels des départements éloignés ne purent, en effet, répondre à l'appel du ministre de l'intérieur. 110 seulement s'inscrivirent, parmi lesquels 6 ne se présentèrent pas, la maison Didot entr'autres.

L'inauguration

Le jour où, pour la première fois, on ouvrit au public les portes du minuscule palais, il faisait un temps superbe.

La foule admira beaucoup l'éclosion spontanée de cette exposition. Les guinguettes établies sous des tentes tricolores ornées de drapeaux firent grande recette.

Auprès du temple de l'Industrie, les élèves du Conservatoire exécutèrent les plus belles symphonies des compositeurs modernes. Nous citons, ici, une petite plaquette que possède Tabarant : « La marche des cérémonies qui se feront le *troisième* jour complémentaire et le premier vendémiaire, dans lesquelles il y aura une foire (*sic*) au Champ de Mars où les objets les plus précieux de nos manufactures seront exposés. »

Chaque jour, la fête se renouvela. A 40 mètres de hauteur, « afin qu'on pût aisément lire les devises patriotiques dont il est orné » planait un ballon d'une grosseur prodigieuse (3 mètres de diamètre).

Le soir, de belles illuminations donnaient aux boutiques des arcades un air de Palais Royal forain. On s'y prit tant et si bien que l'exposition, qui ne devait vivre que pendant les jours complémentaires, fut prolongée jusqu'au 10 vendémiaire par décret. En tout une existence de treize jours.

Le 5e jour complémentaire, le jury chargé d'examiner les produits exposés se rendit au Champ de Mars. Il se composait de Molard, membre du Conservatoire des arts et métiers; Gillet-Laumont, membre du Conservatoire des mines; Duquesnoy, de la société d'agriculture du département de la Seine; Chaptal, Vien, peintre, et Moitte, peintre, Berthoud, horloger, tous membres de l'Institut national, et Gallois, hommes de lettres, associé de l'Institut.

Le 21 septembre 1798, ce jury rédigea un rapport auquel nous devons peut-être toutes les expositions du siècle. Il déclarait « au gouvernement que les progrès de l'industrie se liaient essentiellement au maintien de l'institution qu'il venait de former ».

C'était présenter la périodicité de ces grandes assises universelles auxquelles on a dû depuis cent ans tant de progrès.

Le projet de Tabarant, qui permettra au visiteur de comparer, au milieu des merveilles que nous réserve l'Exposition de 1900, le timide essai d'autrefois avec les énormes entreprises d'aujourd'hui, est sans nul doute un des plus intéressants, un des mieux désignés pour le succès. La compétence toute particulière de Tabarant garantit la parfaite exécution de la reconstitution, tant au point de vue des constructions que des divertissements et des costumes.

Il ne nous reste donc plus qu'à présenter nos félicitations à notre ami et à souhaiter à son idée le sort brillant qu'elle mérite.

LE SOCIALISME A L'ÉTRANGER

LETTRE D'ESPAGNE

La classe gouvernementale. — Sagasta et Canovas. — Lâcheté de la presse bourgeoise et des républicains bourgeois. — Division et impuissance des forces républicaines. — Concentration des forces ouvrières. — Activité du Parti socialiste. — Le 1er Mai. — Les prochaines élections municipales.

Madrid, 28 avril.

Dans la décadence de la classe gouvernante de partout, la bourgeoisie espagnole n'est pas une exception. Tout au contraire elle pourrait être placée au premier rang, car si elle n'a pas les griffes aussi longues que celles des bourgeoisies française, italienne et autres, sans doute, parce qu'il n'y a pas ici autant d'affaires où les exercer — sa capacité, son caractère et son énergie sont inférieurs à ceux des autres pays. Elle ne montre même pas de l'intelligence dans la défense de ses intérêts.

Elle vient de le prouver, il y a seulement quelques semaines, à propos de cette algarade d'une poignée d'officiers contre deux ou trois journaux politiques, algarade qui a fait trembler le gouvernement présidé par M. Sagasta, au point qu'il s'est retiré devant cette misérable levée de boucliers; cédant le pouvoir à Canovas, l'orgueilleux chef du parti conservateur.

Sagaste et ses collègues se sont avoués impuissants pour dominer le conflit; Canovas, qui pose pour l'homme inflexible, a occupé le pouvoir non pour châtier les rebelles, mais pour leur donner satisfaction, en faisant juger par les tribunaux militaires les journaux qui eurent le malheur de déplaire à messieurs les officiers.

Telle est la fermeté, tel est le caractère des hommes politiques, des deux chefs de partis qui passent pour les premiers d'Espagne; qu'on juge de ce que seront les individus qui forment leur parti.

La presse bourgeoise, le *quatrième pouvoir* de l'État, comme elle s'intitule elle-même, a montré encore une plus grande lâcheté que les hommes du pouvoir. Envahies les rédactions de certains journaux, parce qu'ils avaient affirmé qu'il y avait un nombre d'officiers qui se refusaient à servir volontairement dans l'armée de Cuba, blessés quelques-uns de leurs rédacteurs, la presse Madrilène n'a fait qu'un seul acte collectif de protestation, en se bornant à manifester, par-ci par-là, d'une façon timide, la surprise que lui causait un pareil attentat.

Voilà les éléments intellectuels et matériels dont dispose aujourd'hui la bourgeoisie espagnole pour défendre avec résolution ses intérêts. Encore une journée comme celle des nouveaux prétoriens, envahisseurs de journaux, et c'en est fait du crédit public dans ce pays; car c'est un fait incontestable que la fameuse algarade militaire, avec son extraordinaire retentissement, a fait baisser de plusieurs centaines de millions le capital de la bourgeoisie.

Et si les éléments qui soutiennent, en première ligne, l'ordre bourgeois, c'est-à-dire les partis monarchiques, manquent d'énergie et de savoir-faire, ceux qui le défendent d'une manière plus ou moins passive et indirecte, ceux qui seront appelés plus tard à lui servir de bouclier (les républicains bourgeois) n'ont ni plus de vigueur ni plus d'intelligence.

Dépourvus absolument de sens politique et d'unité de vues, ils combattent mollement la monarchie et n'ont pas su encore se placer sur le terrain qu'ils avaient le droit et le devoir de choisir. Ceci explique qu'au bout de 21 ans de restauration monarchique, leurs forces, loin d'augmenter, soient allées en diminuant et que le gouvernement de Canovas, comme celui de Sagasta, s'en soit à peine préoccupé.

Leur conduite dans le Parlement, dans les conseils généraux et dans les municipalités, diffère à peine de celle des monarchiques.

Ils n'ont souci que de leur intérêt personnel, et n'ont jamais défendu les principes démocratiques, lorsqu'ils les ont vus foulés aux pieds par les gouvernants. De plus, ils n'ont proposé aucune mesure favorable aux prolétaires. Les abus de pouvoir commis vis-à-vis des travailleurs dans les grèves, les ont laissé totalement indifférents, et pas la moindre censure n'est sortie de leur bouche. Ce qui s'est passé à Malaga à l'occasion de la grève de « La industria Malagueña », a été monstrueux; fermeture du local des sociétés ouvrières sans cause justificatives; des persécutions de toutes sortes contre les grévistes; des arrestations arbitraires; des dissolutions de meetings, blâmant la conduite des autorités; défenses faites aux propriétaires des grands locaux de les louer aux grévistes; enfin tout ce dont sont capables les sbires de la bourgeoisie pour favoriser une maison plusieurs fois millionnaire. Eh bien, malgré tant d'abus scandaleux, malgré tant de violences, pas un seul député de la minorité républicaine du Parlement ne se leva pour accuser le gouvernement.

La campagne parlementaire des députés républicains est si honteuse, qu'elle a fait naître chez les deux fractions les plus nombreuses — zorillistes et fédéraux — l'idée de l'abstention, qui fait d'immenses progrès.

La division des forces républicaines est extrême; outre le groupe des indépendants, où maintenant les républicains possibilistes, qui n'ont pas voulu suivre Castelar dans son évolution vers la monarchie, les centralistes, dont le chef est Salmeron; les progressistes, ou zorillistes, qui viennent d'être abandonnés par leur chef, et les fédéraux, dirigés par Pi y Margall. Sur ces cinq groupes, trois (centralistes, progressistes et fédéraux) sont profondément divisés par des questions de tactique et de procédés : ces divisions les annulent complètement, en leur enlevant la cohésion nécessaire pour lutter sur le terrain de la légalité et, encore plus, sur le terrain de la force.

Pendant que la confusion, la discorde et les mesquines ambitions règnent dans le camp politique bourgeois, il se fait dans le camp ouvrier une concentration de forces, avec l'unité d'aspirations et une remarquable discipline.

Par contre, le Parti socialiste accroît lentement ses forces. Dans le dernier Congrès qui eut lieu à Madrid, il a réformé son organisation générale, en admettant dans ses rangs les sociétés coopératives. Y sont déjà entrés les sociétés de garçons de cafés et restaurant, de Barcelone; les cordonniers, de Bilbao; les menuisiers, de Malaga, et les ouvriers de fer du Ferrol.

En procédant autrement que les républicains bourgeois, le Parti socialiste a soutenu résolument les tisserands en grève, à Malaga. Après avoir envoyé deux membres de son Comité National pour conseiller et appuyer les grévistes, il ouvrit une souscription en leur faveur, dans les colonnes de son organe central *El Socialista*, souscription qui a produit 15,000 francs. En même temps, le parti organisa un grand nombre de réunions pour manifester ses sympathies en faveur des tisserands « malagueños », ou bien pour protester contre les violences et les illégalités du pouvoir.

En ce moment, le Parti socialiste et la plupart des sociétés corporatives se préparent à célébrer la fête du travail, à Barcelone, Colmar, de Mallorca, Malaga, Zaragoza, Oviedo, Santander, Tolado, Valencia, Madrid et beaucoup d'autres villes. On a publié des manifestes pour rappeler aux travailleurs la résolution du Congrès de Paris et pour leur recommander l'abandon des ateliers le 1er mai, afin d'affirmer leur solidarité avec tous les ouvriers du monde et leur volonté d'en finir avec le régime capitaliste.

Un sénateur réactionnaire a demandé au gouvernement de poursuivre les signataires du manifeste publié à Madrid, parce qu'il y est dit que la classe ouvrière aspire à renverser le régime capitaliste.

D'après le mouvement et l'enthousiasme qu'on observe dans les principales villes et centres industriels, le 1er Mai aura plus d'importance que les années précédentes.

La presse bourgeoise cherche à lui enlever de l'intérêt.

Le 12 du mois prochain auront lieu dans toute l'Espagne, les élections municipales. Malgré le caractère réactionnaire de la loi municipale, qui ne permet d'être élu qu'aux contribuables ou à ceux qui possèdent des diplômes, le Parti socialiste prendra part à la lutte, dans Bilbao, Zatiba, Oviedo, Alicante, Mataro, Ferrol et d'autres endroits. Il a des chances de triompher à Bilbao, Mataro et Ferrol.

Elles sont grandes et nombreuses les difficultés que nous rencontrons ici pour pénétrer dans les conseils municipaux, les conseils généraux (Diputasiones) et dans le Parlement; mais notre constance et les maladresses de nos ennemis nous conduiront là où, aujourd'hui, arrivent tous les partis socialistes des deux mondes.

P. YGLESIAS.

NOS DÉPÊCHES
DU JOUR ET DE LA SOIRÉE

LA RENTRÉE DES CHAMBRES

(De notre correspondant particulier)

Paris, 8 mai. — On est à peu près certain que la discussion du budget de 1896, ne pourra venir qu'à la session d'automne.

En effet, la session qui doit s'ouvrir mardi prochain paraît être entièrement remplie par la liquidation des diocèses, interpellations ajournées et aussi par la discussion de la réforme des boissons, de la suppression des octrois, de la loi sur les successions.

Le caractère restrictif de ces divers projets, forcera les élus du groupe socialiste et en particulier notre ami Jules Guesde, à intervenir énergiquement et dès à présent on peut prévoir que la discussion en sera longue, mais de nature à éclairer les travailleurs sur leurs véritables défenseurs.

Explosion dans une savonnerie

(D'un correspondant particulier)

Paris, 8 Mai. — Impasse Du Buisson-St-Louis, se trouvent les bâtiments où M. Desaillond exploite une savonnerie-parfumerie.

Ce matin, Mme Desaillond, accompagnée d'un ouvrier nommé Guifrin, descendait à la cave une lumière à la main.

A peine avaient-ils descendu quelques marches, qu'une formidable explosion se produisit, projetant, grièvement blessés, les corps des deux malheureux.

Un commencement d'incendie se déclarait en même temps; mais les pompiers purent s'en rendre assez facilement maîtres.

D'après notre enquête, cette explosion doit être attribuée à l'inflammation des gaz échappés d'une fosse d'aisance.

LE PROCÈS CALVIGNAC

(De notre correspondant particulier).

Paris, 8 mai. — C'est samedi prochain que comparaîtront en correctionnelle les citoyens Calvignac, ancien maire de Carmaux et Dauriac ouvrier verrier, pour outrages à M. Mazens, maire actuel.